

Pour l'automatisme des prestations

aides sociales, subventions, rentes,
prestations complémentaires, bourses, ...

Les salaires baissent ou stagnent comme l'ensemble des revenus populaires. Les prix montent. La précarité s'étend, la pauvreté aussi. De plus en plus de personnes et de familles n'arrivent pas à boucler la fin du mois.

L'augmentation du salaire direct est une question urgente mais elle n'est pas la seule. Il y a aussi les aides sociales, les subventions, les rentes, les prestations complémentaires, les bourses. Tout ça c'est du salaire socialisé, pas de la charité. On y a droit. Et c'est même devenu un élément indispensable de notre revenu. Songeons par exemple à la subvention pour l'assurance maladie !

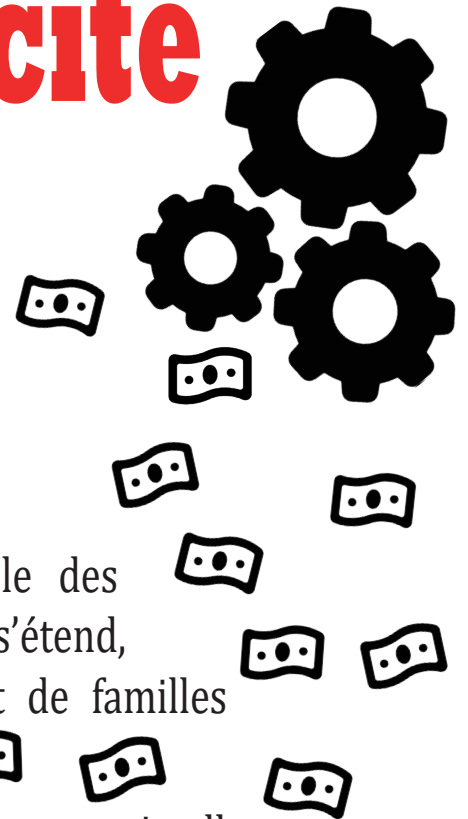
Aujourd'hui, entre 30 et 40% des ayants-droit ne touchent pas les prestations qui leur sont dues.

Pas parce qu'elles n'ont pas besoin, qu'elles ne veulent pas ou qu'elles sont incapables de se prendre en main !

L'Etat oppose à l'accès au salaire socialisé un jeu infini d'obstacles destiné à barrer la route, à décourager, à faire renoncer. Toute sa puissance s'exerce contre les ayants-droit pour empêcher un maximum de personnes de bénéficier des prestations.

Il s'agit pour le pouvoir de réduire ses dépenses sociales mais aussi de maintenir une bonne partie de la société en situation d'infériorisation, d'atomisation et, en dernière instance, de soumission.

Nous demandons que tout cela change. L'Etat doit se mettre au service du peuple pour réaliser effectivement le droit aux prestations du salaire social. L'Etat sait



déjà tout de nous. Les procédures complexes, longues, très difficiles à effectuer, ne répondent à aucune nécessité objective.

L'administration fiscale, par exemple, sait tout de la situation financière, des personnes, des salarié·es, des rentiers·ères, des subsidié·es. Ces informations permettent de construire une autre politique du salaire social.

Il suffirait de quelques mesures simples pour que chacun·e puisse accéder à toutes les prestations auxquelles sa situation de revenu et de fortune donnent droit. Il s'agit d'imposer de vrais droits réalisés et réalisables.

Que faudrait-il pour ça ?

- 1. Tout simplement, une case à cocher sur la déclaration d'impôts qui indique que vous demandez à l'administration fiscale de signaler aux administrations concernées toutes les prestations sociales dérivant de votre situation de revenu et de fortune.**
- 2. La mise sur pied d'un Bureau pour l'automatisme des prestations sociales (BAPS) qui, sur indication de l'administration fiscale, saisirait chaque administration concernée par l'attribution des diverses prestations sociales qui paieraient à chacun·e son dû. Le BAPS devrait informer de ses démarches auprès des diverses administrations chaque personne concernée.**

Ainsi ce 30 à 40% de personnes qui ont droit à des éléments du salaire socialisé mais n'y accèdent pas, connaîtraient enfin une amélioration de leur situation dans ces temps difficiles. L'Etat doit agir au service des personnes, de la majorité sociale et non user de sa puissance pour nous interdire d'avoir nos droits. Le temps est venu d'automatiser les prestations.

Premières organisations mobilisées

Sud

POP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

L'Ami·e du Peuple

